

SOCIÉTÉ

Vendredi 14 Octobre 2016 à 18:00 (mis à jour le 17/10/2016 à 10:25)

La Manif pour tous ne lâche rien

Par

[Mickaël Fonton](#)



Manif pour Tous. Après deux années passées à éclairer, alerter, nourrir les ferments d'une nouvelle génération, La Manif pour tous redescend dans la rue, dimanche 16 octobre. Objectif : mettre la pression sur les dirigeants politiques.

C'est l'histoire d'un mouvement qui avait promis de ne rien lâcher et qui tient sa promesse. Un mouvement qui, au début de quinquennat de François Hollande, avait, des mois durant, jeté dans les rues plusieurs centaines de milliers de personnes. Un mouvement de mobilisation d'une ampleur inédite et qui plongea

dans la stupéfaction, et bientôt la colère, tous les représentants du camp du “bien” — hommes politiques et journalistes de tous bords. Et que la loi dite du “mariage pour tous” ait fini par être votée, le 23 avril 2013, ne change rien : le combat continue. « *On ne pouvait pas gagner en trois semaines ou en trois mois, reconnaît Ludovine de la Rochère, la présidente de La Manif pour tous. Ce contre quoi on lutte procède d'un travail de sape de dizaines d'années, il en faudra autant pour reconstruire...* » Cofondatrice des Veilleurs, un mouvement qu'a laissé sur les pavés de Paris et de Lyon la grande marée rose et bleu, Madeleine de Jessey ne dit pas autre chose : « *Cette loi ne venait pas de nulle part, elle n'est que l'aboutissement d'une révolution intellectuelle et culturelle. L'engagement qui est né de ce mouvement s'étalera aussi sur plusieurs années.* »

Pour les milliers de personnes à qui les “manifs pour tous” avaient permis de s'éveiller à la conscience politique, le vote de la loi ne signifiait pas la démission et le repli, mais la poursuite et la concrétisation de l'engagement. « *L'engagement politique n'était plus une option, il est apparu nécessaire à beaucoup, avec un désir très fort d'actions concrètes, poursuit celle qui a cofondé Sens commun pour aider à porter ces sujets au coeur de l'appareil des Républicains. Les manifestations constituèrent un laboratoire d'idées, d'initiatives, un formidable créateur de réseaux, et de réseaux forts.* »

« *Le but était de continuer à occuper la rue, mais en changeant les modalités de cette présence, explique de son côté Alban Gérard, fondateur des Gavroches. Nous voulions organiser des concerts, des débats, des expositions. Nous souhaitons ainsi continuer à désenclaver sociologiquement ce mouvement, pour toucher un maximum de personnes, tout en élargissant le spectre de cette bataille culturelle. Il fallait, à la défense de la famille, ajouter celle de la vie dans son intégralité, la bataille pour l'école, la bataille patriotique aussi.* »

Au-delà de la diversité des formes d'engagement nées de ce mouvement, une chose est sûre : il a constitué un électrochoc pour toute une partie de la jeunesse française. « *Une génération s'est clairement levée, explique Alexandre Pesey, directeur de l'Institut de formation politique (IFP). J'en veux pour preuve le nombre de jeunes que nous accueillons, qui a triplé en quelques années. Ensuite, leur conscience politique n'est plus la même : il y a dix ans, quand j'abordais la question de la guerre culturelle, la prise du pouvoir par les idées, Gramsci, Mai 68, etc., seuls deux ou trois étudiants voyaient à quoi cela faisait référence. Aujourd'hui c'est la moitié de la promo !* »

Même si la loi est passée, le combat mené a conduit à de précieux succès

Des jeunes qui, ainsi formés, nourris, vont ensuite irriguer des espaces professionnels où on ne s'attendait pas forcément à les rencontrer : l'art, la culture, les médias, le monde de l'entreprise. « *Ces manifestations ont donné naissance à un véritable bouillonnement, reprend Alexandre Pesey. Des énergies ont été libérées, catalysées par l'idée qu'à moyen terme, la victoire était possible.* » Et si, là aussi, on admet que le calendrier de cette victoire, de ce “Mai 68 à l'envers” n'est pas électoral, mais plutôt de l'ordre de la génération, force est d'avouer que le visage même de tout un espace politique en a été changé : « *Ils composent une droite qui va au carton, qui ne se laisse plus dicter ses codes par la gauche, qui a conscience de sa force et qui est prête à exiger, pas seulement à résister* », poursuit le directeur de l'IFP.

Une droite où, de surcroît, par le débat et l'engagement, les frontières entre les partis ont été largement effacées.

Une fertilité évidente et bienvenue qui pose la question suivante : pourquoi, puisque la loi est appliquée et que la réponse à ce dont elle procède mûrit lentement, relancer une grande manifestation dont l'ampleur ne saurait égaler celles des années 2012 et 2013, parmi les plus grandes de l'histoire ? « *Chaque manifestation fait l'objet d'une étude approfondie*, explique Albéric Dumont, vice-président du mouvement. *Il y a un coût, on peut se tromper de timing, c'est toujours un risque à prendre.* » Mais le choix s'imposait : « *Nous sommes devant des échéances électorales majeures, la cause que nous défendons mérite que nous redonnions un coup de pied dans la fourmilière.* »

Une manifestation pour faire pression sur les candidats à la primaire de la droite et du centre ? « *Il ne faut pas se voiler la face, la date du 16 octobre est clairement liée à cette élection*, explique Madeleine de Jessey, *c'est un signal envoyé aux candidats et un encouragement adressé à ceux qui portent l'idée d'une réécriture de la loi.* » Même si la nécessité d'un combat dans la durée est défendue par tous, « *les responsables sentent très bien que l'enjeu de la primaire est énorme, car de l'issue de l'élection dépendra la possibilité de revenir ou non sur cette loi*, poursuit la jeune agrégée de lettres. *Si le candidat n'est pas le bon, la porte est close pour cinq ans. Or, plus le temps passe, plus il sera difficile de revenir sur le texte. C'est une course contre la montre.* »

« *Cette manifestation est la plus importante de toutes*, appuie Ludovine de la Rochère. *Tout ce qui a été fait depuis 2012 doit s'exprimer ! Les politiques sont particulièrement à l'écoute en ce moment, puisqu'ils ont besoin de nos voix pour être élus et que, en outre, ils sont en train d'affiner leur programme.* » Et la présidente du mouvement de rappeler que, loin d'avoir été mis en échec par le vote de la loi, le combat mené par La Manif pour tous a au contraire engrangé de précieux succès : le retrait du projet de loi famille porté par Dominique Bertinotti, le refus de la légalisation de la PMA, le recul de l'Assemblée nationale sur la question de l'adoption par un couple pacsé ou concubin, qui concernait les couples homosexuels... « *Aujourd'hui, aucun politique n'ose plus se dire en faveur de la GPA, c'est bien une victoire*, reprend Ludovine de la Rochère. *Nous avons impulsé une dynamique au-delà des frontières françaises, nous sommes désormais organisme consultatif à l'Onu, ce n'est pas rien...* »

Les activistes du lobby LGBT se savent dans la dernière ligne droite Malgré cela, l'heure est grave. D'abord parce que, en dépit de trois années d'une activité plus que soutenue de la part de nombreuses associations, les hommes politiques de droite restent particulièrement démunis sur ces sujets. « *Ils ne les comprennent pas, ou mal, ils manquent d'arguments, de vocabulaire*, explique un défenseur de la famille. *On ne parlait jamais des questions anthropologiques auparavant, or, elles se révèlent complexes...* » Sans compter que l'époque continue de véhiculer toute une perception culturelle sur le mariage et la famille conçus comme des freins à l'épanouissement personnel. « *Il faut faire exploser ce carcan idéologique, cette colonisation, pour reprendre les termes du pape François, si pernicieuse qu'il est difficile à un oeil non exercé de la distinguer* », reprend Ludovine de la Rochère.

L'heure est grave, enfin, pour une autre raison : « *Les activistes du lobby LGBT se savent dans la dernière ligne droite. Ils redoutent de perdre bientôt le pouvoir, alors ils accélèrent. Beaucoup de gens n'y croient pas, car ce qui est fait est moins visible, il s'agit d'amendements, de sous-amendements, mais c'est gravissime.* » Dispersé, pour plus de discrétion, dans les projets de loi Justice du XXI^e siècle, Égalité et citoyenneté ou dans la proposition de loi Autorité parentale et intérêt de l'enfant (Apie), tout un ensemble de mesures poursuit avec acharnement « *la relativisation des identités sexuelles homme-femme et du mariage, ainsi que la déconstruction de la filiation et de l'éducation* ».

D'aucuns objectent que la manifestation du 16 octobre servirait les affaires de François Hollande, le sociétal étant le seul sujet sur lequel il lui serait possible de rassembler son camp, et que ceci expliquerait que l'autorisation de la manifestation ait été accordée en un temps record. « *Je crois que le changement d'équipe à la préfecture de Paris explique plus sûrement pourquoi tout a été plus facile cette fois, nuance Albéric Dumont. Nous avons aussi fait la preuve de notre expérience et, dans un contexte très sécuritaire, elle a été appréciée.* » Peu importe, en réalité, ces réflexions sur une éventuelle récupération politique par le camp d'en face. L'enjeu est trop grand. « *Si on ne lutte pas, le processus de déconstruction ira jusqu'à son terme, qui est indescriptible, tranche Ludovine de la Rochère. La France est un grand corps malade. Il y a urgence.* »